

Contribution écrite de Christian Gautellier

Association nationale des Ceméa, directeur du festival international du film d'éducation,
Responsable du conseil d'orientation du Pôle *Médias, Numérique, Education critique*, Président du
collectif Enjeux e-médias, membre du COP du Clémi.

et

François Laboulais

Responsable du Pôle *Médias, Numérique et Éducation critique*
Association nationale des Ceméa.

Pourriez-vous dresser bilan de vos actions en matière d'EMI?

Vous les trouverez ci-après dans un document faisant le bilan 2020 des actions Ceméa.

<https://www.cemea.asso.fr/IMG/pdf/media.pdf>

Les Ceméa sont amenés à agir directement auprès d'environ 30 000 jeunes sur des actions EMI (des ateliers de sensibilisation et de production de contenus d'une durée allant de 3h à une trentaine d'heures, sont néanmoins privilégiées des propositions de parcours longs sur plusieurs séquences qui permettent une réelle transformation des pratiques des jeunes vers plus de distance et d'esprit critique) ... et en formation initiale et continue d'animateurs, d'éducateurs voire d'enseignants, plus de 3000 personnes sont ainsi formées à au moins un module EMI (en présentiel ou/et en appui sur des parcours en FOAD ou hybrides...).

Quels sont à votre connaissance les principaux acteurs qui œuvrent dans le domaine de l'EMI hors Education Nationale ?

L'on peut signaler une relative absence du ministère de la Jeunesse et une forte implication du ministère de la Culture, ainsi que de la CNAF, pas toujours relayée dans le réseau des CAF, donc à renforcer. Sinon, on peut citer des partenaires du monde de la recherche, mais peu nombreux à s'impliquer sur les questions EMI ; les acteurs issus du monde journalistique, mais souvent les « journalistes » qui se sont engagées (depuis les attentats de Charlie notamment) ont certes une compétence professionnelle mais ils ne connaissent pas les réalités des publics et des lieux où ils vont « rencontrer » ces publics et n'ont pas de formation « pédagogique » pour animer des travaux avec des jeunes notamment ; les acteurs associatifs, à travers deux ou trois réseaux nationaux qui ont les compétences (de nombreux réseaux n'ont pas « basculé » l'EMI comme un enjeu fort dans leur projet global...) et des acteurs associatifs locaux, très proches des publics (ce qui est un atout), mais avec des besoins en compétences, donc en formation importants... Enjeu également de travailler avec des associations à dimension plus « sociales » qui sont en contact avec des populations plus précaires.

Les Ceméa jouent ce rôle de formation des acteurs, travaillent avec plusieurs labos de recherche (Paris 8, Paris la Sorbonne, Université de Poitiers/Angoulême, Paris 13..) et ont créé des partenariats et synergies avec des journalistes « citoyens » ou leurs associations.

Quelques constats et analyses au regard d'un engagement de terrain

Pour les éducateurs et les animateurs aujourd'hui, agissant sur le temps scolaire, péri-scolaire ou les temps de loisirs, l'enjeu est de prendre conscience des effets des pratiques numériques des jeunes qu'ils encadrent, sur leur culture, leur pensée, leur rapport aux autres et au monde qui les entoure. Définir ces pratiques et leurs conséquences sur les jeunes est difficile, tant la diversité de la jeunesse est grande au niveau de sa culture, son environnement éducatif, social et familial, tant ces pratiques sont multiples. Les acteurs éducatifs sont au quotidien en situation de médiation et

de protection de jeunes exposés sur les réseaux sociaux numériques globalement à des moqueries, des provocations, des images dérangeantes et inadaptés à leur âge, voire violentes, à des messages de propagande et de désinformation facilitée par les choix algorithmiques des plateformes de réseaux socio-numériques... de nombreuses situations pouvant porter atteinte à leurs droits, du harcèlement aux discriminations.

Un environnement complexe et mouvant. Les acteurs éducatifs, personnels de l'Éducation nationale, médiateurs culturels, les éducateurs spécialisés où les animateurs des espaces de loisirs, sont confrontés à des défis importants lorsqu'ils s'impliquent dans des actions en éducation aux médias : évolutions rapides des environnements numériques, difficultés pour aborder des sujets souvent controversés et remis en question par les adeptes du complotisme par exemple, les certitudes et vérités de la science, la laïcité, la liberté d'expression, le racisme, etc.

Les adolescents ont une acception assez large de l'information et de l'actualité. Mais ils ont aussi une forte appétence pour se tenir au courant de cette actualité, seuls 2% disent s'en désintéresser. Pour les jeunes, les réseaux sociaux numériques constituent le premier moyen de s'informer de l'actualité, 82%. Mais ils ne sont qu'un moyen parmi de nombreux autres de s'informer, la discussion avec la famille (80% d'entre eux,) et avec les amis (pour 74%) a une place importante, pour questionner, comprendre, se construire un avis sur les événements qui font l'actualité.

Le rapport des jeunes à l'information. Le questionnaire de l'Observatoire des pratiques numériques des jeunes animé par les Ceméa / Rectorat / Région Normandie, depuis près d'une dizaine d'années, demandait notamment de citer 3 événements qui les avaient marqués dans l'année. Une grande diversité de réponses est apparue, mais les événements mentionnés le plus souvent étaient (de très loin) le covid, avec le confinement, la fermeture des commerces, l'annonce d'un vaccin, les attentats, le meurtre de Samuel Paty, la défaire de Trump, l'élection de Biden, ainsi que les violences raciales aux Etats Unis (la mort de George Floyd). En classe de première, la télévision reste pour la majorité d'entre eux la source principale de leur information, mais ils reconnaissent s'informer aussi sur des applications de sites d'information, des chaînes Youtube et Instagram.

En éducation aux médias et à l'information, il n'y a pas de réponse éducative unique « clés en main » et transposables en toutes situations, il y a des adultes en capacité de s'appuyer sur les réalités des publics, de s'adapter aux événements d'actualité et de proposer des situations pédagogiques permettant à chacun de questionner ses pratiques informationnelles, et de s'exprimer sur des sujets faisant l'objet de désinformation, dans un climat apaisé.

En appui sur les conclusions de trois ans d'observation des pratiques numériques des jeunes

(Travail coordonné par une équipe de recherche de l'université Paris 8)

Dispositif Régional
EDUCATION AUX ECRANS



CEMÉA



CANOPÉ

7^e Rapport de l'Observatoire des pratiques numériques des adolescents en Normandie, Région Normandie, Cemea (résumé)

L'Observatoire des pratiques numériques des adolescents en Normandie constitue un volet important du dispositif « Education aux écrans », initié et financé par la région Normandie depuis 10 ans et mis en œuvre par les Cemea, qui propose chaque année, à près de 10000 jeunes, un parcours d'éducation critique aux écrans. Il repose sur le recueil de plusieurs milliers de questionnaires (jusqu'à 7553 en 2019, 3771 répondants en 2021, du fait de la crise sanitaire). Il a donné lieu selon les années à la passation d'entretiens auprès d'une cinquantaine de jeunes, pour explorer des problématiques spécifiques (violences numériques, information, rapport à la désinformation, relations affectives).

Il est utile aux établissements qui y contribuent car il leur donne en temps réel une cartographie des usages numériques de leurs élèves et des difficultés qu'ils rencontrent sur les plateformes en ligne, notamment en termes de harcèlement. Il sert aussi de support à la formation des enseignants et des formateurs des Cemea et constitue un point de départ pour les séances de formation avec les jeunes de chaque établissement.

L'exploration annuelle de ses statistiques ainsi que ses analyses qualitatives irriguent des travaux de recherche. Ils ont été à l'origine de plusieurs découvertes permettant de complexifier la compréhension de la relation des adolescents au numérique. Dès 2014, nous avons pu mettre en évidence les signes d'une **hyperconnexion** chez les adolescents, qui font dès lors partie des catégories de la population les plus connectées et développent des réseaux de contacts de plus en plus étendus. Dès 2016, nous avons pu déceler **une forme d'ennui** liée à la présentation de l'information sur le « fil d'actualité » de Facebook. Cet ennui traduisait une lassitude vis-à-vis des efforts que requiert la consultation du compte, liée à l'inadéquation entre les centres d'intérêt des adolescents et les propositions faites par des algorithmes censés pourtant les profiler et les individualiser. Il entraînait une consultation de plus en plus rapide, et de plus en plus fréquente. Cet ennui était l'indice de la modalité de travail que représentent l'alimentation et la consultation des comptes des réseaux socionumériques (le « travail en réseau », décrit par Antonio Casilli, 2019).

Nous avons relevé chaque année le haut niveau de **l'appréhension du harcèlement** sur les plateformes numériques, particulièrement auprès des filles, dont chaque publication visuelle pouvait déclencher une salve d'agressions numériques, menaces, insultes notamment. Celle-ci s'est malheureusement confirmée au fil des observatoires et des années, 14% des filles inscrites en séries professionnelles se plaignent d'avoir subi du harcèlement en 2021, et 7% de filles en seconde générale.

En 2019, les entretiens menés avec Laurence Corroy, Professeure à l'Université de Lorraine, CREM, nous alertent sur **l'intrusion du dispositif des flammes de Snapchat** dans les relations affectives des adolescents, et l'intensité du travail émotionnel qu'elles suscitent, lorsqu'ils décident de les « rompre ». Les « flammes » de Snapchat qui « mesurent » et récompensent l'envoi de photos entre amis chaque jour constitue un des dispositifs du « web affectif » décrit par Camille Alloing et Julien Pierre (2017). Il caractérise l'intrication des techniques marketing dans le design des plateformes et l'instrumentalisation des émotions au service de l'intensification du trafic sur leurs espaces.

Ce septième rapport 2021 explore 8 dimensions des pratiques numériques des adolescents : **l'évolution récente des équipements**, sous la pression de la crise sanitaire et des périodes de confinement ; **la bataille des réseaux socionumériques** RSN pour gagner l'attention des

adolescents et la fulgurante ascension de Tiktok dans la panoplie de leurs RSN ; **les différences sexuées des usages du numérique ; le poids des discours discriminatoires dans les contenus médiatiques reçus par les jeunes ; les tactiques de protection de la vie privée mises en œuvre par les adolescents ; le développement des pratiques personnelles de publication ; la place des réseaux socionumériques dans les pratiques informationnelles ; le rôle des parents dans la construction de médiations aux médias numériques.**

Près de 60 % des lycéens ou apprentis n'ont pas encore participé à des actions d'éducation aux médias au cours de leur scolarité. Les réseaux socionumériques occupent une place prédominante dans la construction des identités, la représentation du monde, les sociabilités adolescentes.

Le dispositif « Education aux écrans » constitue une action de longue durée, reposant sur la synergie entre des animateurs formés et des enseignants capables de relayer et de poursuivre au quotidien l'accompagnement par des adultes des circulations numériques adolescentes. Plutôt que de déplorer les difficultés des parents et en attendant de trouver les outils efficaces d'une régulation de ces plateformes multinationales, il importe en effet de développer un travail éducatif permettant d'impliquer les jeunes dans une mise en réflexivité de leurs activités numériques, grâce à la collaboration d'une pluralité d'acteurs éducatifs.

Télécharger le rapport complet 2021- Les pratiques numériques des jeunes en Normandie - comparatif 2019 à 2021. <https://educationauxecrans.fr/index.php?id=32>

Une priorité, la formation, la proposition d'un dispositif gradué

L'urgence d'un renforcement de la formation des enseignants, des éducateurs, des animateurs

La formation des enseignants est aujourd'hui principalement assurée en formation continue par le CLEMI et en formation initiale, elle ne peut occuper que des volumes horaires très réduits, en raison des autres enseignements. Il y a une urgence de former d'autres acteurs éducatifs, agissant en co-animation dans le temps scolaire, sur les temps de loisirs, et en direction des enfants et des jeunes sortis du cadre scolaire, en apprentissage ou accompagnés dans un programme d'insertion. **Les différentes interventions des acteurs éducatifs sur les temps scolaires et non scolaires doivent s'inscrire dans une continuité éducative cohérente. Des formations multi-acteurs sont donc intéressantes à mettre en œuvre.**

Pour répondre à ces enjeux et construire des réponses éducatives plurielles, les Ceméa mettent en œuvre plusieurs leviers et **proposent une généralisation et le renforcement de la formation de formateurs.**

Des actions d'éducation populaire vers des publics larges

En appui sur des supports de sensibilisation en ligne ouverts à tous, jeunes, parents, bénévoles associatifs...

Sous forme de parcours thématiques (durée 1H30), intégrant les ressources plurimédias de plusieurs partenaires ou auteurs (*Ceméa, d'Amnesty International, Le Clemi, l'Ina, Médiapart, association Savoir & Devenir, association Le crayon, Reporters sans frontières, Les clés des médias, Arte...*)

- Information ou Infox, comment faites-vous la différence ? Testez et approfondissez vos connaissances. <https://yakamedia.cemea.asso.fr/univers/animer/activites-autour-des-medias->

[et-du-numerique/medias-de-linformation/information-ou-infox-comment-faites-vous-la-difference-testez-et-approfondissez-vos-connaissances](https://yakamedia.cemea.asso.fr/univers/animer/activites-autour-des-medias-et-du-numerique/medias-de-linformation/information-ou-infox-comment-faites-vous-la-difference-testez-et-approfondissez-vos-connaissances)

- **Liberté de la presse / Liberté d'expression, ça s'apprend !**

<https://yakamedia.cemea.asso.fr/univers/animer/activites-autour-des-medias-et-du-numerique/medias-de-linformation/liberte-de-la-presse-liberte-dexpression-ca-sapprend-parcours-pour-les-jeunes>

- **Comment gérez-vous vos publications sur les réseaux numériques ?**

[https://yakamedia.cemea.asso.fr/univers/animer/activites-autour-des_medias-et-du-numerique/medias-internet/comment-gerez-vous-vos-publications-sur-les-reseaux-numeriques-testez-et-approfondissez-vos](https://yakamedia.cemea.asso.fr/univers/animer/activites-autour-des-medias-et-du-numerique/medias-internet/comment-gerez-vous-vos-publications-sur-les-reseaux-numeriques-testez-et-approfondissez-vos)

Des actions de formation vers les acteurs éducatifs

Un niveau 3 : une formation de type sensibilisation pour animer une première situation d'éducation critique aux médias avec un public ciblé. Acteurs visés : animateurs et éducateurs « généralistes » de terrain, bénévoles d'associations notamment à dimension sociales. Durée : 2 jours/ 14 h.

En formation continue des salariés (module en partie en formation à distance) ou sous forme de regroupement de travail sur site (mise en œuvre par exemple en Normandie... action « Education aux écrans, vers les enseignants) ou dans les dispositifs *Déclics numériques* et *Déclics et des médias* (vers des animateurs)

Un niveau 2 : la formation des acteurs éducatifs pouvant animer sur tous les temps dans et autour de l'école, un projet EMI sous un angle ciblé et thématique (protection des données, désinformation, jeunes journalistes et production « jeunes », jeunes critiques et ateliers du cinéma ...). Acteurs visés : animateurs et éducateurs avec « dominante ». Durée : 5 jours en alternance théorie/pratique et en formation hybride (présentiel /en ligne).

En formation continue des salariés ou en modules intégrés dans les formations initiales d'animateurs professionnels ou d'éducateurs et éducatrices spécialisés (jeunes enfants, jeunesse...). Les Ceméa ont intégré sur leur plateforme de formation en ligne la possibilité de construire des parcours intégrant plusieurs thématiques.

Un niveau 1 : La mise en œuvre de formations plus globales et apportant la capacité à développer un projet EMI sur un territoire, concernant plusieurs types de publics et mobilisant des partenariats divers. Acteurs visés : personnels éducatifs en responsabilité dans des structures éducatives, associatives ou des collectivités territoriales. Durée : 2X3 jours en alternance théorie/pratique et en formation hybride (présentiel /en ligne).

En formation continue des salariés.

Les difficultés identifiées pour mettre en œuvre un tel dispositif sont la capacité des structures de terrain de « dégager » du temps pour proposer ces formations à leurs salariés (problème de disponibilité, de coûts pour « remplacer les personnes partant en formation...»). Ce qui est très lié à la prise de conscience de l'enjeu de l'EMI aujourd'hui dans l'action éducative de ces structures auprès des enfants, des jeunes et des parents.

Proposition 1 - Soutenir le développement d'un dispositif de formation gradué, à dimension à la fois nationale, mais articulé à tous les territoires de la France hexagonale et des outremer, comme levier pour une massification : renforcement des d'acteurs de terrain et des projets associatifs des structures socio-culturelles.

Action de formation vers les formateurs

Pour mettre en place ces trois niveaux de formation des acteurs, en référence au modèle mis en place par l'ANCT dans l'action Valeurs de la République et laïcité, action dans laquelle les Ceméa sont très engagés et ont qualifié leurs formateurs, les Ceméa proposent en termes de formation de leurs formateurs, et plus largement des formateurs EMI les deux « paliers » de formation suivants :

- Formation de formateurs en capacité d'encadrer les actions de niveau 2

Durée : 8 jours de formation + participation à des séminaires (cf. ceux de Paris 8, Sophie Jehel) ou inscription à des MOOC ciblés... (Total de 60 à 80 heures de formation).

- Formation de formateurs (formateurs de formateurs) en capacité d'encadrer les actions de niveau 1

Durée : 160 à 200 heures + cycles de séminaires ou journées d'étude. (CF. unité de formation DU..., en lien avec université). Les Ceméa sont dans une démarche de finaliser avec Paris 8, un tel DU EMI.

Proposition 2 - Renforcer les lieux, structures et équipes qui ont les compétences de s'engager dans la formation de formateurs, cette dernière étant un levier fort pour une massification de l'EMI par le renforcement de leurs équipes, le soutien à un environnement permettant une formation permanente de celles-ci, en lien avec des équipes de recherche.